

Gresea Échos n°108, décembre 2021

Frontières

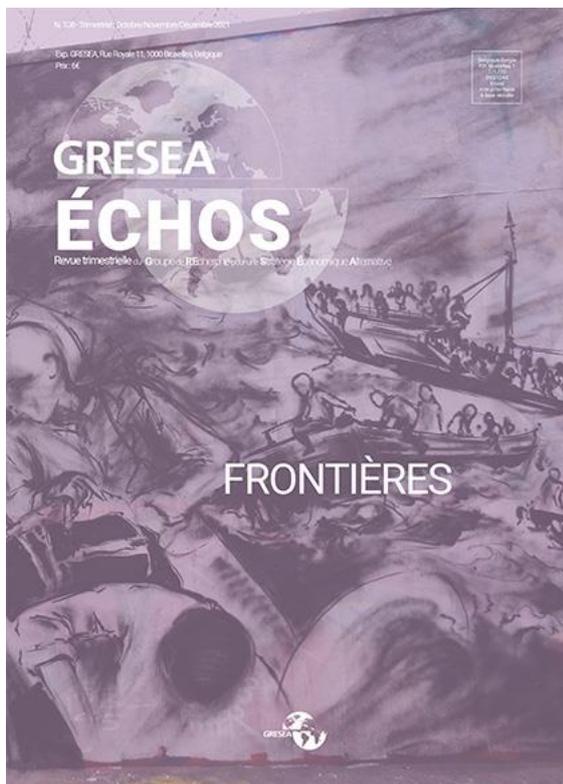
Le 15/12/2021, par [Natalia Hirtz](#), 10445 signes

[Gresea Échos](#) [Colonialisme](#) [Migration](#) [politiques sociales](#)

Présentée et représentée de manière ahistorique et donc comme quelque chose de naturel, on oublie souvent que la frontière est un phénomène social, économique et politique propre aux sociétés modernes dont l'origine est étroitement liée au processus de colonisation du monde par les puissances européennes modernes. Un processus qui se trouve à la base de l'[accumulation](#) primitive du [capital](#) nécessaire au développement d'une bourgeoisie européenne et du [capitalisme](#).

Dans le contexte actuel où les pays membres de l'[Union européenne](#) multiplient les budgets destinés au contrôle migratoire, la compréhension de la frontière est un enjeu croissant non seulement pour en saisir les évolutions économiques et géopolitiques actuelles, mais aussi parce qu'elles nous parlent de notre rapport à l'inclusion et à l'exclusion, de ce qui fait le vivre ensemble et la démocratie.

Au lendemain de la Journée internationale des migrants, le nouveau Gresea Échos décortique les frontières à partir de points de vue historique, philosophique, ethnographique, géographique, sociologique ou économique.



Qu'est-ce qu'une frontière ?

Ce numéro est le fruit de la collaboration de chercheuses et chercheurs qui se sont penché.e.s sur l'étude des frontières, à partir de points de vue historique, philosophique, ethnographique, géographique, sociologique ou économique. À travers cette diversité d'approches, ce *Gresea Échos* cherche à décortiquer la frontière, en commençant par l'imaginaire d'une frontière historique et naturelle, construite en soi et par soi. Comme l'explique, dans ce numéro, **Anne-Laure Amilhat Szary**, la frontière géographique linéaire telle que nous la connaissons aujourd'hui date seulement du XVII^e siècle. Née avec la modernité, elle correspond à des transformations de « l'organisation spatiale des ensembles politiques en cours de constitution, de nos États-nations contemporains ».

La construction sociale des frontières prétendument historiques ou naturelles correspond, en effet, à un effort politique cherchant à présenter l'État-nation « historique » comme étant l'incarnation d'une éternelle communauté (fictive) de culture, de langue, d'histoire, de religion, voire même de « sang ». Or, l'histoire nous dit, au contraire, que cette construction est le résultat de rapports de force, de conflits, de guerres et de négociations entre puissances. L'histoire de la Belgique en est un exemple, car elle fut conçue à l'origine comme État « tampon » servant à amortir les conflits entre les grandes puissances européennes de l'époque. Mais, ces rapports de force peuvent aussi détruire des États-nations, comme c'est le cas de l'ex-Tchécoslovaquie ou de l'ex-Yougoslavie. En d'autres termes, depuis sa création, l'État-nation (et donc ses frontières), est une réalité changeante, comme en témoigne l'évolution de la carte du monde selon les périodes historiques [1].

Présentée et représentée de manière ahistorique et donc comme quelque chose de naturel, on oublie souvent que la frontière est un phénomène social, économique et politique propre aux sociétés modernes, dont l'origine est étroitement liée à la conquête de l'Amérique en 1492 et au processus de colonisation du monde entrepris depuis lors par les puissances européennes modernes. Un processus qui se trouve à la base de l'[accumulation](#) primitive du [capital](#) nécessaire au développement d'une bourgeoisie européenne et du [capitalisme](#). L'article de **Catherine Bourgeois** sur la sociogenèse de la frontière entre l'actuel Haïti et la République dominicaine apporte un éclairage sur la construction historique de cette frontière pour le partage territorial entre puissances impériales, et ceci tant pendant qu'après la période coloniale, forgeant des « identités nationales » fondées sur la production et reproduction de critères racistes aux impacts mortifères.

En effet, le développement des États modernes européens a impliqué une course obsessionnelle à la démarcation des frontières géographiques, mais aussi sociales et raciales, des enclosures européennes (privatisant la terre) aux quartiers des blancs des villes coloniales limitant la circulation aux colonisé.e.s. À l'image des frontières européennes et des quartiers privés actuels, les frontières de la modernité marquent, avant tout, une délimitation de la propriété privée et des espaces fondée sur la construction des races et des classes sociales.

Les frontières ne sont donc pas que géographiques. Sandro Mezzadra et Brett Neilson proposent ainsi de faire de la frontière une méthode permettant de comprendre comment les frontières sont devenues le laboratoire des mutations du capitalisme et de l'État, « contribuant à délimiter de nouvelles formes de domination et d'exploitation » [2]. C'est à partir de cette approche que **Sandro Mezzadra** propose une analyse sur la manière dont la pandémie et sa

gestion par les autorités ont fait émerger de nouvelles frontières, tout en renforçant celles existantes.

Mara Montanaro part de ce concept de frontière comme méthode pour l'appliquer aux réflexions féministes contemporaines et prône une déstabilisation des frontières spatiales et cognitives indispensable à la circulation des idées et des luttes dans lesquelles les féminismes (en tant que subjectivités habitant de manière inconfortable les marges) ont un rôle fondamental par leur capacité à forger « des formes de résistances imprévues ».

Enfin, alors que la pandémie de Covid-19 frappe la planète, les pays membres de l'[Union européenne \(UE\)](#) accaparent une grande partie des vaccins disponibles dans le monde tout en s'opposant à la levée des brevets. Entretemps, l'UE investit des milliards pour renforcer ses frontières, avec l'illusion de constituer un espace protégé de la « misère du monde », voire même, des pandémies. Comme le montre **Mark Akkerman**, en pleine période de pandémie, l'UE a établi un budget septennal pour le contrôle migratoire (2021-2027) qui est 2,5 fois supérieur à celui des sept dernières années. Akkerman livre une analyse sur les grands gagnants de cette politique axée sur le contrôle des frontières : l'industrie militaire et de la sécurité qui ne cesse de s'enrichir grâce à la demande croissante de drones de plus en plus sophistiqués, de vastes bases de données biométriques ou de logiciels de reconnaissance faciale. Des technologies de contrôle déployées (ou prêtes à l'être) à nos frontières, qui sont loin de pouvoir être comparables aux techniques évoquées par les défenseurs « de nos démocraties » contre une « dictature sanitaire ». Des revendications qui oublient souvent que cette démocratie s'appuie sur un système de privilèges fondé sur une matrice coloniale et capitaliste. Une démocratie qui ne représente donc que celles et ceux qui bénéficient de ce système et qui implique, dans ce même mouvement, une véritable dictature pour d'autres.

Sommaire

Éditorial : Qu'est-ce qu'une frontière ?

Natalia Hirtz, Gresea

Les frontières, plus proches de nous que jamais

Anne-Laure Amilhat Szary

Sociogénèse de la frontière entre Haïti et la République dominicaine

Catherine Bourgeois

L'industrie militaire, véritable gagnante de la guerre européenne contre l'immigration

Mark Akkerman

Les frontières mises à l'épreuve. Le Covid19 et la gestion des (im)mobilités

Sandro Mezzadra

Pour une pensée et une praxis frontalière féministes

Mara Montanaro